Labex, Sarkex et Mirex :
la vérité sur les 4,7 milliards de plus pour l'ES-R

par Henri Audier

Cet article ne revient pas sur les objectifs du Grand emprunt qui visent à marginaliser le rôle des organismes dans les orientations, remplacer plus encore les crédits budgétaires par des crédits sur appels d'offres orientés, passer outre les instances scientifiques et obliger chacun à s'inscrire dans la SNRI. Les Labex, que d'aucuns appellent les Ex-lab, sont des machines de destruction des UMR. Les Initiatives d'excellence (Idex) visent à limiter l'existence d'une recherche de haut niveau à une petite minorité de sites. Cet article est uniquement consacré au problème de savoir quelle est la part de vérité quand Valérie Pécresse annonce 4,7 milliards de plus pour l'ES-R en 2011.

http://www.sncs.fr/article.php3?id_article=2295
http://www.sncs.fr/article.php3?id_article=2550

Hors retraites, les CP de la MIRES baisse en euros COURANTS.
D'après le « jaune » du budget 2011, la MIRES, qui rassemble tous les crédits budgétaires de l'ES-R, passe de 24764 M€ en 2010 à 25194 M€ en 2011 en Crédits de paiement (CP). Mais le « périmètre » de la MIRES a changé. 329 M€ correspondent « à la rebudgétisation de l'Oseo et du CEA ».

De plus depuis quelques années le coût des retraites est passé du « Livre de la dette de l'Etat » aux budget des ministère, sans que cela corresponde à la moindre action nouvelle. Dans le budget 201 de l'ES-R, 177 M€ de plus relèvent des retraites, sans que cela considéré comme un accroissement réel. Hors retraites, la MIRES baisse en euros courants, sans parler de l'inflation et des traditionnelles suppressions de crédits de fin d'année.

Significativement, les Autorisations d'engagement (AE) baissent plus que les CP, d'environ 4 % en € et périmètre constants. Cela témoigne de la volonté d'amplifier la débudgétisation des financements.

L'emprunt entraînera-t-il une forte augmentation des moyens dans l'ESR ? Pour avoir une approximation sur ce sujet, il a été fait des hypothèses moyennes, basées sur la réalité des dernières années, c'est-à-dire 2% d'inflation, 300 M€ de traditionnelles suppressions de crédits en fin d'année. C'est un chiffre minimum vu l'annonce officielle d'une politique budgétaire de rigueur. Avec ces hypothèses moyennes, les CP de la MIRES seront en baisse environ de 900 millions en € constant. Les financements par l'emprunt compenseront-ils cette perte ? Rien n'est moins sûr.

Sur 1,5 Md€ (et non 3,5 Md) « mis à la dispostion de l'ES-R », quelle part sera dépensée en 2011 ?
Dans le tableau ci-dessous, nous avons repris celui du diaporama ministériel (ci dessous) expliquant que 3,5 Md€ vont être mis à la disposition de l'ES-R en 20011. http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/Budget_2011/54/2/Presentation_budget_2011-document-integral_155542.pdf

(i) Nous avons évalué quelle part MAXIMALE irait ou servirait à l'enseignement supérieur et à la recherche PUBLIQUE.
- Bien que la participation de firmes privées soit de facto une condition d'obtenir une initiative d'excellence (Idex), bien que bien des firmes vont participer aux Labex, bien que les Instituts Carnot soient fait pour coopérer avec le privé, nous avons décomptés avec beaucoup d'optimisme

que Laboratoires d'excellence, Initiatives d'excellence, Instituts Carnot, Saclay et même l'espace iraient à 100 % à la recherche publique.
- Compte-tenu des conditions posées pour les appels d'offre « Equipements » et « Santé et biotechechnologies », « Instituts de recherche technologiques » (participation du privé et/ou large ouverture à celui-ci pour l'utilisation des équipements), il a été considéré naïvement que pour 80 % ces actions serviraient la recherche publique.
- Par contre, les actions directement industrielles, aérospatial, espace et nucléaire n'ont pas été pris en compte comme une participation au budget de l'enseignement supérieur et de la recherche publique, les énergies renouvelables ayant été décomptées pour 50 %.

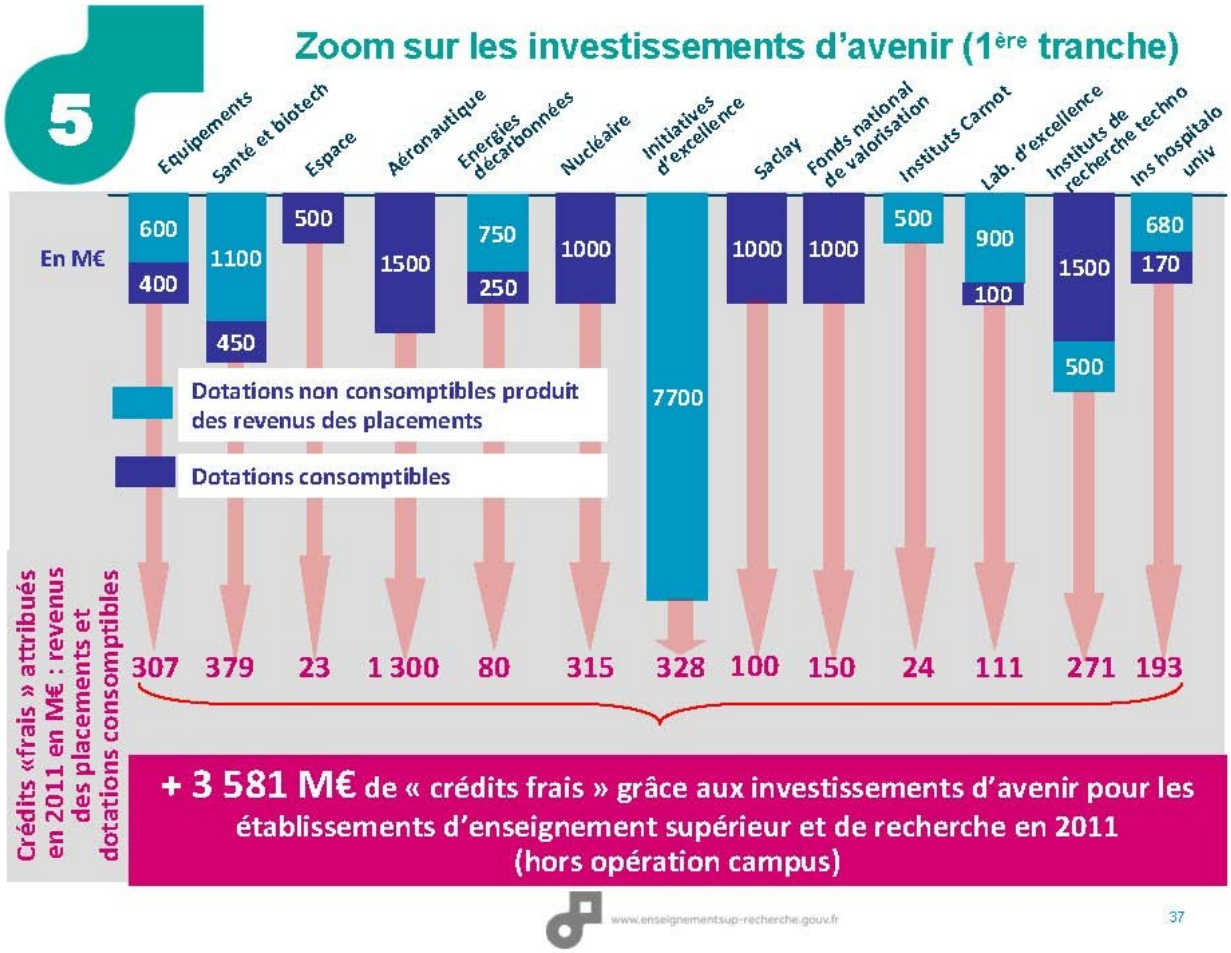
Au total donc, avec un angélisme débridé, 1,5 Md€ seront « mis à la disposition » de l'ES et la recherche publique.

	Total Emprunt	dont Capital	dont Consumptible	Total disponible 2011	Maximum E-S et Recherche publique *
Equipements	1000	600	400	307	245
Santé et biotechechnologies	1550	1100	450	379	303
Espace	500	-	500	23	-
Aéronautique	1500	-	1500	1300	-
Energies décarbonnées	1000	750	250	80	40
Nucléaire	1000	-	1000	315	-
Initiatives d'excellence	7700	7700	-	328	328
Saclay	1000	-	1000	100	100
Fonds national de valorisation	1000	-	1000	100	-
Instituts Carnot	500	500	-	24	24
Laboratoires d'excellence	1000	900	100	111	111
Instituts de recherche technologiques	2000	1500	500	271	216
Instituts hospitalo-universitaires	850	680	170	193	154
Total	**20600**	**13730**	**6870**	**3581**	**1521**

(ii) Mais combien seront dépensés réellement en 2011 ? Alors que la plupart des appels d'offre ne

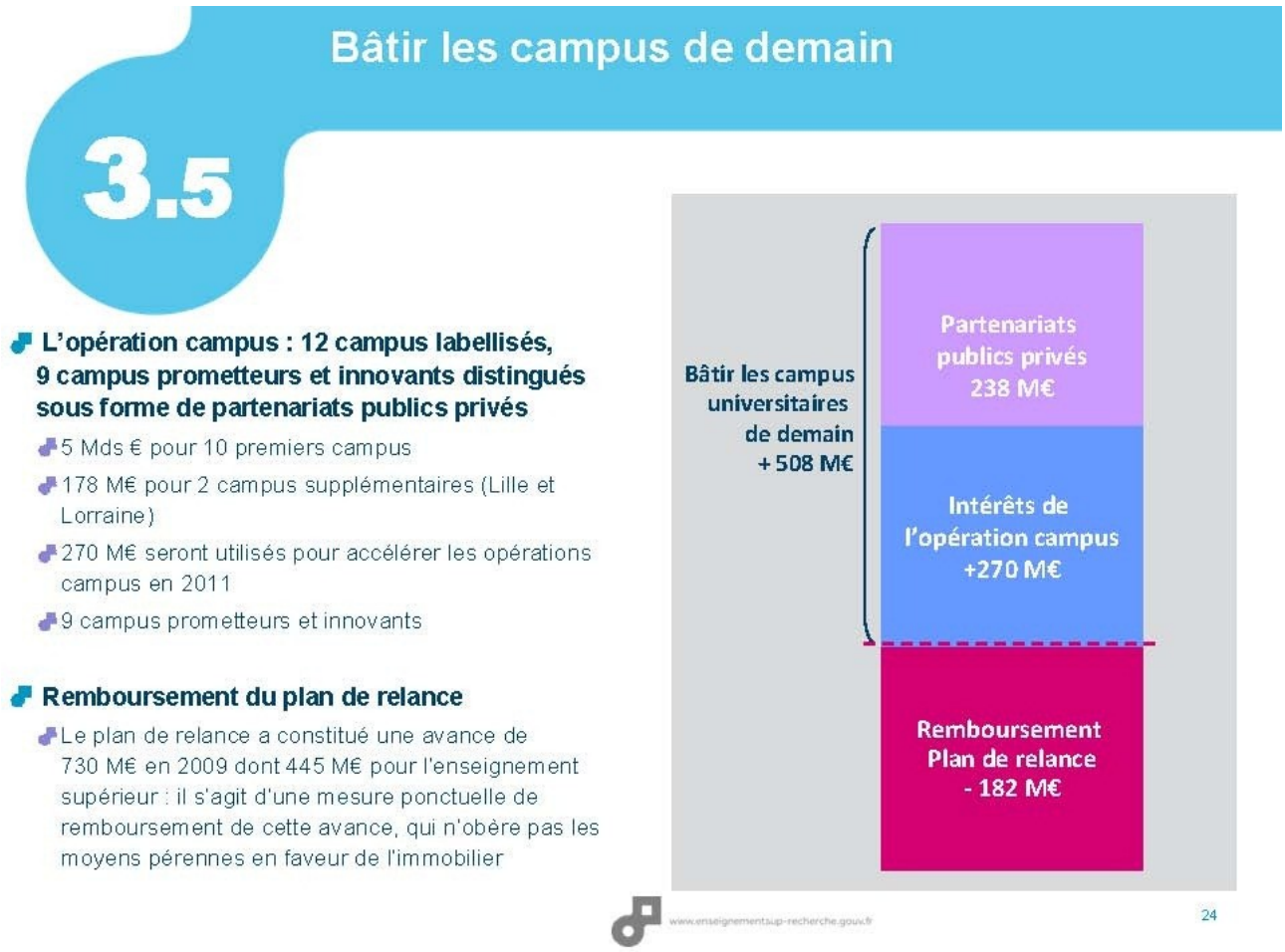
sont même pas lancés, vu le temps d'évaluation, de circuits administratifs, de commandes et de mise en compétition des fournisseurs et de commencement des travaux, il est plus qu'improbable qu'une fraction majoritaire de ce 1,5 Md€ puisse être utilisé en 2011.

Vu que les CP de la MIRES baisseront de l'ordre de 900 en € constants, il faudrait que 60 % de ce 1,5 Md€ soit utilisé en 2011. L'hypothèse très improbable où tout serait utilisé et où les suppressions de CP 2011 ne dépasseraient pas 300 M, la mirifique croissance des moyens serait de 2,5 % en volume. Royal !



Mais alors les 508 millions de plus sur les bâtiments universitaires ?

Encore une pécresserie ! Pour annoncer 508 millions de plus en 2011 pour « bâtir les campus de demain, la ministre oublie de soustraire 182 millions de suppressions liés au « remboursement du plan de relance », qui figurent pourtant sur son schéma. On additionne les gains, mais on oublie les pertes !



Alors reprenons. Les 238 M€ annoncée par Pécresse (comme chaque année) au titre des partenariat public-privé (PPP) ne sont pas des ressources mais des emprunts leasing auprès des grands groupes de construction. Emprunts que le ministère rembourse pendant 30 ans, pour lesquels il ouvre des autorisations d'engagements (AE). C'est bien ce que confirme le « jaune » du budget qui annonce l'ouverture de 238 M€ d'AE, réalisables on ne sait quand. Par contre budgétairement et en très concrets CP le « jaune n'annonce qu'une croissance de … 14 M€ correspondant aux intérêts payés par l'Etat. Dans l'augmentation annoncée de 238 M€, 224 sont fictifs.

Pour les intérêts du plan campus, cela fait trois ans que Pécresse décompte 100 à 200 M€ de plus chaque année à ce titre, alors qu'on vient d'apprendre que seuls ont été effectués pour l'instant les travaux préparatoires et qu'ils ont été financés … par le Plan de relance. Donc pratiquement rien n'a été dépensé jusqu'ici contrairement aux centaines de millions prévus chaque année (tapez « budget 2008 », « budget 2009 » et « budget 2010 » sur le site minstériel pour vérifier la truanderie). Un espoir tout de même, puisque Pécresse a fait visiter les maquettes à Sarkozy (qui s'ennuyait ferme) et qu'elle a annoncé que les travaux seraient bientôt « lancés », fin 2010 … et surtout fine 2011. Il y a donc un espoir qu'une petite partie des intérêts du plan Campus prévus sera utilisée en 2011 pour … le « lancer ».

En conclusion, il n'y a strictement aucune chance pour qu'il y ait, tout compris, l'augmentation claironnée de 4,7 milliards des moyens de l'ES-R, ce qui ferait une augmentation de près de 20 %. Dans le meilleur des cas, comptez 3 % en volume. Et très probablement, nettement moins. Mais l'effet destructeur du remplacement de crédits budgétaires par des crédits distribués arbitrairement contribuera certainement à déstructurer plus encore l'ES-R.

Ce n’est pas avec de telles pirouette qu’on atteindra l’un des engagements fondamentaux de Sarkozy : « atteindre 3 % du PIB pour la recherche en 2012 » puisque nous sommes toujours en dessous du chiffre de 2002 : 2,23 %.